

LE PROJET RÉVOLUTIONNAIRE DE GRAMSCI : UN PARI IMPOSSIBLE A GAGNER ?

Les études sur le fascisme italien sont innombrables, celles sur le mouvement ouvrier italien très nombreuses et souvent consacrées au Parti Communiste Italien, ses origines, son histoire, ses dirigeants. Pourquoi donc s'intéresser une fois de plus à Antonio Gramsci, qui est certainement le plus connu parmi les théoriciens italiens du marxisme ?

Tout d'abord, pour mieux faire connaître son rôle politique en tant que dirigeant du parti en 1921/24 et principal responsable de la politique du P.C.I. en 1924/26, car sa pensée politique, parmi les plus élaborées du marxisme européen, ne peut être correctement interprétée en faisant abstraction de ses origines « pratiques ».

En effet, les études sur la pensée de Gramsci sont nombreuses en France, mais celles sur son rôle politique sont beaucoup plus rares. La plupart privilégient les *Cahiers de prison*, et sans être dénuées de qualité ou d'utilité, présentent l'inconvénient de figer et de systématiser exagérément une pensée perpétuellement au travail, qui s'exprime sous forme d'essais, d'articles, de notes, créant un réseau en continuelle transformation¹.

En Italie, les études sur la pensée et le rôle de Gramsci sont bien plus nombreuses qu'en France. Elles nourrissent un débat inépuisable autour de la personnalité, désormais mythique, du dirigeant politique et du théoricien. Cette multitude de contributions les plus diverses conduit paradoxalement à

¹¹ Cfr. à ce sujet Christine BUCI-GLUCKSMANN, *Gramsci et l'Etat*, Librairie Fayard, Paris, 1975, p. 21.

une méconnaissance de Gramsci, qui serait tour à tour un révolutionnaire, un social-démocrate², un démocrate et même un libéral-démocrate³.

Autour d'Antonio Gramsci la polémique continue de faire rage et le débat est d'autant plus véhément qu'il revêt des implications politiques. Historiens et hommes politiques communistes revendiquent la continuité entre la pensée gramscienne et leur « voie nationale au socialisme », jusqu'à la politique de « compromis historique » et d'« eurocommunisme », dont le P.C.I. a été le promoteur à la fin des années 70 et plus étonnant encore, jusqu'à la « constituante post-P.C.I. » d'Achille Occhetto, qui se donne comme but de regrouper autour du défunt P.C.I. des forces réformistes allant du monde catholique aux socialistes, des libéraux aux écologistes⁴. Il semble bien que pour Antonio Gramsci l'heure de l'oubli n'ait pas encore sonné, bien que la nouvelle garde souhaite qu'on le jette aux orties!

La fragmentation chronologique ou thématique de la pensée gramscienne, ou bien la systématisation excessive, sont les méthodes que l'on emploie pour exploiter un thème, une période, un aspect des écrits de Gramsci au bénéfice d'une idéologie ou d'une ligne politique. Or il y a bien unité de l'œuvre, mais celle-ci est politique et se compose de moments distincts.

Si les articles écrits par Gramsci entre 1917 et 1926 sont pratiquement incompréhensibles sans connaître son activité politique, il en est pour une large part de même pour les écrits de prison. L'homme emprisonné, isolé de ses contemporains, vit en effet largement dans une époque antérieure à son arrestation et n'a que trop loisir de « remâcher » ses expériences passées. Les *Cahiers de prison* sont donc également inséparables de l'activité politique de Gramsci durant la période 1919/1926, et l'éclairent à leur tour.

Enfin, alors que les écrits de prison semblent souvent s'opposer aux articles écrits par Gramsci pendant la période de *l'Ordine Nuovo*, c'est dans

² Cf. G. TAMBURRANO, « Fasi di sviluppo del pensiero di Gramsci », dans *La città futura*, Saggi sulla figura e sul pensiero di Antonio Gramsci, Feltrinelli, Milan, 1959, pp. 115-137.

³ Selon Andreina De Clementi, l'interprétation gramscienne du fascisme comme phénomène de dégénérescence morale de la bourgeoisie et comme moment contradictoire à l'intérieur de son pouvoir de classe, rangerait Gramsci dans la tradition libéral-démocrate, liée aux valeurs morales « éternelles » de la révolution bourgeoise de 1789, cf. A. DE CLEMENTI, « La politica del P.C.I. nel 1921/1922 e il rapporto Bordiga-Gramsci », dans *Rivista storica del socialismo*, n° 28-29, 1966, pp. 61-94.

⁴ Sur les liens entre l'héritage gramscien et la ligne politique du nouveau secrétaire du P.C.I., nous conseillons la lecture d'un article écrit par Achille OCCHETTO en personne pour le quotidien *La Repubblica* du 10 mars 1988, et qui porte un titre évocateur : « Il passato è sepolto » (le passé est enterré).

son expérience politique et dans sa trajectoire personnelle que nous pouvons trouver la solution de cette contradiction et montrer l'unité bien réelle et de son oeuvre et de son action politique⁵.

Nous avons donc choisi d'étudier les analyses du fascisme d'Antonio Gramsci, son projet révolutionnaire en 1919/26, sa tentative de le mettre en oeuvre en 1924/26, le double échec de 1926 lorsque la direction Gramsci est écrasée à la fois par le fascisme et la victoire de la fraction Staline-Boukharine au sein de l'Internationale Communiste. Le projet révolutionnaire de Gramsci achoppe en effet sur la transformation totalitaire du fascisme et du bolchevisme, qui n'est pas le résultat d'un hasard chronologique, comme nous aurons l'occasion de le préciser plus loin.

La date et les modalités de la création du Parti Communiste Italien à Livourne en janvier 1921 prédéterminent dans une certaine mesure son développement et sa stratégie vis-à-vis du fascisme. Le fondateur du P.C.I. est l'ancien leader de la fraction abstentionniste du P.S.I. : le parti communiste est extrémiste, minoritaire, antisocialiste avant d'être antifasciste. La politique suivie par le P.C.I. en 1921/23 est largement inspirée par l'intransigeance et le sectarisme de la direction bordiguienne. Elle donne la priorité au combat contre les institutions démocratiques et le parti socialiste italien; le fascisme reste un ennemi secondaire, utile même dans la mesure où il favoriserait l'écroulement de l'État et le passage à la phase suivante de la lutte révolutionnaire. Le P.C.I. refuse par conséquent de participer aux mouvements antifascistes unitaires tels que les « Arditi del Popolo » et l'Alliance du Travail⁶.

⁵ Selon Massimo Salvadori, l'oeuvre de Gramsci est unitaire, des écrits de jeunesse aux cahiers de prison ; ces derniers ne développent pas une thématique nouvelle, mais constituent un encadrement théorique des problèmes rencontrés pendant les années de l'activité politique. L'oeuvre gramscienne s'inscrit dans le courant de la démocratie « soviétiste » et s'oppose à toute autre conception de la démocratie. C'est par la conscience que tout individu est conquis à une ligne politique, et donc à un comportement pratique. Cfr. Massimo SALVADORI, *Gramsci e il problema storico della democrazia*, Einaudi, Torino, 1973.

⁶ Le mouvement des *Arditi del popolo* avait été fondé en juin 1919 par Arrigo Secondari et Umberto Beer, anciens lieutenants des « Arditi di guerra », les groupes d'élite de l'armée, le premier de tendance anarchiste, le second de tendance « dannunzienne ». Le mouvement est surtout l'expression, à l'origine, de la révolte des anciens combattants, mais va devenir, dans l'Italie de 1921 en proie au *squadrisimo*, l'un des moyens de lutte de la population contre le fascisme. Le P.C.I., qui avait accueilli le mouvement avec une grande prudence non dénuée toutefois d'une certaine sympathie, durcit sa position au bout de quelques mois, interdisant tout contact des communistes avec les *Arditi*, cfr. *Lettre du Comité Exécutif du P.C.I. aux sections 6.08/1921, A.P. C.* (Archives du Parti Communiste Italien), 49/15. L'Alliance du travail est constituée le 20 février 1922 à l'initiative du syndicat des cheminots, le S.F.I., de tradition anarcho-syndicaliste et révolutionnaire, entre socialistes, anarchistes et sans-partis,

Il s'agit d'une opposition de fond à la politique de front uni préconisé par l'Internationale Communiste, dont le P.C.I. refuse d'appliquer les directives. Le désaccord déjà manifeste sur les thèses soutenues par la direction italienne au congrès de Rome, est aggravé par la politique menée par le P.C.I. en 1921/22 à l'égard des Arditi del Popolo et de l'Alliance du Travail, mais aussi par le peu d'enthousiasme que les communistes italiens manifestent pour la fusion avec le P.S.I., après l'expulsion de son aile réformiste en 1922.

Devant le refus de la direction italienne de s'incliner, l'Internationale nomme un nouvel exécutif lors de la réunion de juin 1923.

A la fin de 1923 le P.C.I. doit donc faire face à une crise très sérieuse : le départ de Bordiga de la direction ébranle l'appareil du parti et sera un temps ignoré des militants ; la répression fasciste fait des ravages dans les rangs du parti et n'épargne pas ses dirigeants. Gramsci s'était montré en 1921 et 1922 plus lucide que Bordiga sur le danger d'un coup d'État et avait commencé à développer une analyse originale du fascisme. Face à la « gauche » de Bordiga et à la « droite » qu'est censé représenter Tasca, Gramsci organise progressivement un « centre » qui recherche l'accord de l'Internationale tout en préservant les orientations suivies par le P.C.I. Il succède effectivement en 1924 à la direction provisoire nommée par l'I.C., mais rencontre de grandes difficultés pour conquérir l'appareil du parti, encore sous l'emprise de Bordiga, comme le montre la conférence de Côme en mai 1924⁷.

La crise inattendue qui suit l'assassinat du député socialiste Giacomo Matteotti semble un moment annoncer la chute de Mussolini et du fascisme et représente un ballon d'oxygène pour le P.C.I. A partir de 1924, sous l'influence de Gramsci, ses orientations se modifient sensiblement : un important effort d'analyse et une attention plus grande enfin accordée aux

dans le but de regrouper les travailleurs en vue d'une résistance unitaire contre le fascisme. Outre le S.F.I., en font partie la C.G.I.L., contrôlée par les socialistes, mais avec une minorité communiste forte d'environ un tiers des inscrits, l'U.S.I., qui regroupe les syndicalistes révolutionnaires, ainsi que des représentants de l'U.I.L., contrôlée par le Parti Populaire, qui désavouera en mars la participation des catholiques à l'Alliance. Le P.C.I., tout en acceptant de participer aux réunions de l'Alliance du travail, refuse toute action commune avec des éléments venant d'autres partis. Voir sur ce point Pietro NENNI, *Storia di quattro anni*, Einaudi, Torino, 1966, pp.190 et suiv. et Angelo TASCA, *Nascita e avvento del fascismo*, Laterza, Bari, 1974, pp.280 et suiv.

⁷ Les résultats du vote montrent la faiblesse de la direction centriste : la gauche de Bordiga recueille 41 voix, le centre de Gramsci 8, la droite de Tasca 10. Le centre est la tendance la plus faible et l'on renvoie au Ve Congrès de l'I.C. les décisions concernant le remplacement éventuel, dans le Comité central et le Comité exécutif, des membres démissionnaires, de gauche et de droite.

paysans, une souplesse tactique nouvelle, un intérêt marqué pour la propagande et la tentative de se rapprocher des masses, caractérisent la direction Gramsci. La lutte sur deux fronts reste cependant une constante de la politique du P.C.I. qui combat à la fois le fascisme et l'opposition constitutionnelle, représentée d'abord par l'Aventin puis par la « concentration républicaine », et poursuit ses attaques contre le P.S.I.

Le durcissement du régime, dès le début de 1925, est sous-estimé par les communistes italiens, qui croient jusqu'au bout à la probabilité d'un compromis entre le fascisme et l'opposition démocratique. Cette dernière est même qualifiée de « semi-fasciste » et le fascisme est interprété plus ou moins explicitement comme une « vieillerie » due au développement rapide du capitalisme moderne après guerre dans une société retardataire. Le rétablissement de bonnes relations avec l'Internationale passe par l'engagement peu enthousiaste du P.C.I. dans la lutte contre le trotskisme, confondu opportunément en Italie avec le « Comité d'entente » qu'est censé diriger Bordiga, et fait régner un climat pesant à l'intérieur du P.C.I. La vague d'arrestations de l'automne 1926 frappe les principaux dirigeants du P.C.I., Gramsci en tête, et porte un coup presque fatal au parti, alors qu'un ultime désaccord oppose Gramsci à Togliatti sur l'élimination de l'opposition unifiée en U.R.S.S.

Si l'on considère l'ensemble des périodes 1919/26, la lutte contre le fascisme n'est pas une priorité pour l'Internationale, ni même pour le P.C.I. Pour quelles raisons ?

Trois phénomènes se conjuguent pour occulter le problème du fascisme pendant les années 1921-1926 : la rémanence des espoirs révolutionnaires, alimentés aussi bien par la révolution d'Octobre que par la tumultueuse tradition politique italienne ; le caractère quasi obsessionnel du problème des rapports avec le P.S.I., alors même que celui-ci s'affaiblit considérablement; enfin le conflit entre l'exécutif de l'Internationale et Bordiga causé d'abord par son refus d'appliquer la politique préconisée par l'Internationale ensuite par son « trotskisme » supposé, c'est-à-dire toujours par son indiscipline !

En effet la poussée du fascisme du dernier trimestre 1920 n'influence guère le congrès fondateur du P.C.I., à Livourne et ne joue aucun rôle dans sa création. Déjà, le problème disparaît derrière les polémiques entre les différentes fractions du Parti Socialiste et entre la direction de celui-ci et l'Internationale Communiste⁸.

⁸ Dans les années 1919/1920 la création de l'Internationale Communiste est trop récente pour exercer une influence directe sur les événements italiens. Mais le mythe est puissant et aiguillonne l'agitation : les différentes tendances du socialisme italien sont obligées de prendre position vis-à-vis de l'I.C. A partir de l'automne 1920 les relations entre l'I.C. et les

Durant la période 1921/23, par la force des choses, le fascisme occupe une place plus importante dans les préoccupations du P.C.I. Toutefois, la direction Bordiga considère les socialistes comme le principal ennemi et se félicite à ce titre des succès remportés par Mussolini.

En 1921 et 1922 Bordiga pense que l'issue la plus probable à la crise politique que connaît l'Italie est la formation d'un gouvernement social-démocrate et écarte a priori l'hypothèse d'un coup d'État fasciste. La direction communiste refuse de revenir sur son analyse et Terracini qualifiera la marche sur Rome de « crise ministérielle un peu mouvementée »⁹. Togliatti écrit en novembre 1922 que le gouvernement fasciste, c'est-à-dire la dictature de la bourgeoisie, n'aurait aucun intérêt à supprimer les libertés démocratiques¹⁰. Bordiga lors du IV^e Congrès Mondial, prévoit que le fascisme sera « libéral et démocratique »¹¹.

Gramsci, du temps de la direction de Bordiga, a dénoncé la menace d'un coup d'État fasciste. En 1923/24, une fois le fascisme au pouvoir, il s'interroge sur la situation italienne, la réduisant à une seule alternative possible : réaction ou révolution¹². Pour faire barrage à la réaction, le P.C.I. doit changer d'orientation, devenir un parti de masse et unifier le prolétariat révolutionnaire, la seule force capable de s'opposer au fascisme. En 1924, désormais à la tête du P.C.I., Gramsci hésite à nouveau ; le fascisme est confronté à une crise très grave après l'assassinat de Matteotti et Gramsci juge probable qu'il ne s'en relève pas. Il s'attend à une « phase transitoire » précédant la révolution socialiste. Dans un tel contexte le P.C.I. participe

maximalistes de Serrati, majoritaires au sein du P.S.I., s'enveniment sur la question de l'expulsion des réformistes. Trois fractions se constituent dans le P.S.I. : la « concentration socialiste » de Turati, qui regroupe les réformistes, les « communistes unitaires » de Serrati ; les « communistes purs », qui regroupent les ex-abstentionnistes de Bordiga, le noyau de l'Ordine Nuovo (Gramsci, Terracini, Togliatti) et quelques maximalistes de gauche. Comme le note Ignazio Silone, l'Internationale ne porte qu'une part de responsabilité dans la scission de Livourne. Le P.S.I. et ses contradictions n'ont pas résisté à deux années d'occasions manquées (le « biennio rosso »). La politique maximaliste n'a fait que retarder la crise que les autres partis social-démocrates européens connaissent depuis 1914, atténuée en Italie par l'entrée tardive du pays dans la guerre et la politique de neutralité du P.S.I.

⁹ Cfr. pour l'analyse de Bordiga, son article : « Il valore dell'isolamento », dans *Il Comunista*, 7/08/1921 et pour celle de Umberto TERRACINI : « Le coup de force du fascio », dans la *Correspondance Internationale*, n° 17, 15/11/1922.

¹⁰ « Supplemento al rapporto del P.C.I. al IV Congresso dell'I.C. », dans A.P.C., 1922, 87/110-115.

¹¹ « Rapport de Bordiga au IV^e Congrès de l'I.C », *Communisme et fascisme*, éd. Programme Communiste, Paris, 1970, p.99.

¹² Documento 1 : notes de Gramsci de la fin 1922-début 1923, cfr. Giovanni SOMAI, « L'Internazionale, il P.S.I., il fascismo », dans *Critica Comunista*, a.I., Juin-Juillet 1979, pp.125-130.

d'abord au groupement des oppositions, espérant l'entraîner dans une lutte active contre le gouvernement. L'abandon rapide de cette tactique de front uni correspond toutefois à la conviction de Gramsci et des autres dirigeants du P.C.I. que le fascisme n'est pas l'ennemi le plus dangereux. Dans la perspective d'une phase transitoire qui verrait les partis de l'opposition démocratique au pouvoir, le P.C.I. doit combattre les sociaux-démocrates avec la même violence que le fascisme¹³.

Gramsci ne croit pas que Mussolini sera renversé par l'opposition démocratique et craint un compromis entre celle-ci et le fascisme ; c'est pourquoi il qualifie l'Aventin de semi-fasciste et renouvelle ainsi l'attitude de Bordiga. La politique menée à l'égard du P.S.I., si elle est plus habile que du temps de Bordiga, est tout aussi agressive. Les propositions adressées aux socialistes, dont on sait qu'elles ne seront pas acceptées, alternent avec une politique de front unique « par en bas », qui vise tout autant que les premières la désagrégation du P.S.I. Après l'assassinat de Matteotti, les communistes craignent qu'une solution libérale à la crise, sous la forme d'un compromis ou d'un renversement politique, ne mette en péril les chances d'une issue révolutionnaire.

La crise provoquée par l'assassinat de Giacomo Matteotti devient ainsi l'occasion pour les communistes de démasquer les chefs réformistes aux yeux des masses, en prônant l'action face à laquelle les socialistes continueront d'hésiter, et en détachant le prolétariat du P.S.I. et du P.S.U., pour le gagner au communisme. Dans les écrits d'Antonio Gramsci les fascistes et les socialistes sont deux ennemis à combattre avec la même violence, mais dans l'action des communistes en 1924/26 il semble bien que les sociaux-démocrates aient été l'objectif principal alors que le fascisme n'était qu'une cible secondaire.

Ainsi les propositions de front uni, dont le P.C.I. se fait l'avocat auprès des partis aventiniens, sont dictées uniquement par la nécessité de satisfaire les aspirations unitaires des travailleurs. L'Aventin est le pivot de l'antifascisme, comme le reconnaît Gramsci, et les masses souhaitent un mot d'ordre commun de la part des oppositions. Les communistes en prennent l'initiative, mais uniquement parce qu'ils s'attendent à un refus, qu'ils pourront utiliser à leur avantage. De même la proposition d'un « Antiparlement »¹⁴, qui réunirait tous les courants antifascistes dans une assemblée s'opposant au Parlement contrôlé par les fascistes, est avancée par

¹³ « Rapport de Gramsci au Comité Central du P.C.I. », 13-14 août 1924, A.P. C., 1924, 234/36 et suiv.

¹⁴ Cette proposition, avancée par Gobetti immédiatement après l'assassinat de Giacomo Matteotti, sera relancée par le P.C.I. en 1924 et reprise par Gramsci après son emprisonnement.

la direction gramscienne dans le seul but de désagréger le groupement des partis aventiniens.

Au moment même où Gramsci propose la tactique de l'Antiparlement, il envisage deux éventualités. Si les oppositions acceptent d'y participer, la crise sortira de ses limites légales et le P.C.I. pourra passer au stade suivant de la lutte. Au cas où elles refuseraient, ce qui paraît bien plus probable, les masses sympathiseraient avec les communistes et la dissidence quasiment certaine d'une partie des républicains, des maximalistes et de « Italia libera », plongerait l'Aventin dans une crise encore plus grave.

Et le gouvernement Mussolini ? Il semble bien que le danger fasciste passe après le problème de la désagrégation de l'Aventin. Lorsqu'il deviendra évident, début 1925, que Mussolini ne saurait être renversé par le groupement des oppositions, Gramsci redoutera un compromis entre ces deux forces, hypothèse qu'il avait exclue auparavant.

Au congrès de Lyon, en janvier 1926, Gramsci maintient cette analyse et justifie la politique menée tant contre l'opposition que le fascisme, par le danger de les voir former ensemble un gouvernement de « gauche », dans le cadre d'une « répartition des tâches entre le fascisme et la démocratie ». Ainsi en 1926 la politique du P.C.I. vise surtout à empêcher la formation d'une coalition de « centre-gauche », la concentration républicaine, au nom de l'hypothèse, de plus en plus invraisemblable, qu'elle pourrait succéder au gouvernement fasciste¹⁵.

La tactique adoptée par la direction gramscienne est donc dirigée tout autant contre l'Aventin, puis contre la concentration républicaine, que contre le fascisme. Les communistes ne semblent pas tenir suffisamment compte de l'aggravation progressive mais continue, de la situation italienne en 1925 et 1926. La politique définie au congrès de Lyon est entravée par le durcissement du fascisme et le P.C.I. est contraint à une activité presque exclusivement clandestine, qui contrarie sa volonté d'« aller aux masses ».

Lutter contre le fascisme et lutter contre la démocratie, dans la pensée et dans l'action de Gramsci ce combat sur deux fronts est inséparable. L'alternative entre l'un et l'autre était-elle possible du moment que l'on croit à la lutte des classes ?

Abattre le fascisme signifie également se poser le problème de l'après-fascisme. Si le P.C.I. avait choisi la lutte contre le gouvernement Mussolini pour défendre la démocratie, du moins de manière temporaire, il aurait accepté une soumission politique du prolétariat à la bourgeoisie. La

¹⁵ Thèses de Lyon, « La situation italienne et les tâches du P.C.I. », dans M.A. MACCIOCCHI, *Pour Gramsci*, Seuil, Paris, 1974, p.366.

lutte démocratique était à la fois, aux yeux des communistes, un combat antifasciste, mais aussi un combat anti-communiste.

Dans la perspective d'un gouvernement ouvrier et paysan, qui réalise une unité des classes exploitées contre le fascisme, mais aussi contre la bourgeoisie, la tâche du P.C.I. consiste par contre à détacher ouvriers et paysans de l'influence social-démocrate, pour abattre, selon les mots mêmes de Gramsci, « non seulement le fascisme de Mussolini et Farinacci, mais aussi le semi-fascisme d'Amendola, Sturzo et Turati »¹⁶. Pour construire un parti de masse, révolutionnaire et donc opposé aux partis politiques réformistes, Gramsci choisit une autonomie qui doit balayer l'attachement traditionnel au socialisme.

Le combat contre les socialistes revient constamment au premier plan, rappelant les modalités particulières de la naissance du P.C.I. et la profonde cassure du mouvement ouvrier italien. Gramsci avait écrit : « La scission de Livourne a été sans doute le plus grand triomphe de la réaction »¹⁷, mais il ne regrette pas la naissance du parti communiste, estimant que la majeure partie du prolétariat s'était détachée à l'époque de l'Internationale Communiste et qu'il fallait la ramener à l'union sous le drapeau du P.C.I., qui seul peut la guider au pouvoir.

Les communistes italiens ne nourrissent donc aucune sympathie à l'égard d'un éventuel gouvernement socialiste et démocratique, ce qui ne nous explique pas pourquoi ils le jugent probable. Cette illusion est d'autant plus étonnante, même si elle est partagée à des titres divers par une large partie de la classe politique italienne, que les analyses comme les conceptions de Gramsci diffèrent notablement de celles de Bordiga.

Dès la période 1919/20, Gramsci et Bordiga s'opposent aussi bien sur le rôle et la conception du parti, que sur la signification du marxisme. Gramsci se heurte également à Bordiga sur le problème des syndicats et des conseils d'usine. Les interprétations du fascisme des deux leaders communistes sont, elles aussi, profondément différentes, ainsi que les conclusions pratiques qu'ils en tirent.

Selon Bordiga le fascisme est un mouvement « hétéronome », qui n'apporte rien de bien nouveau, excepté sur le plan de l'organisation ; simple création de l'État libéral, il constitue l'une de ses méthodes défensives, parfaitement compatible avec la sociale-démocratie. Au IV^e Congrès Mondial, Bordiga déclare que le fascisme est « un grand mouvement unitaire de la classe dominante, capable de mettre à son oeuvre (...) tous les

¹⁶ « Rapport de Gramsci au C.C. du P.C.I. d'août 1924 », op.cit.

¹⁷ Note de Gramsci que Togliatti estime remonter à la fin de 1922, dans Palmiro TOGLIATTI, *La formazione del gruppo dirigente del P.C.I nel 1923/24*, Editori Riuniti, Rome, 1962, p.102.

intérêts partiels et locaux des groupes patronaux, aussi bien agricoles qu'industriels »¹⁸. Selon Bordiga le fascisme n'apporte rien de nouveau dans le domaine idéologique et sa supériorité réside entièrement dans son organisation, sa discipline et sa hiérarchie ; il semble bien que le leader communiste raisonne en termes purement militaires.

Au congrès de Lyon, Bordiga affirmera que fascisme et capitalisme se confondent, précisant que le premier est l'accomplissement du second, et qu'il ne peut y avoir de transition entre le fascisme et la révolution communiste. Le fascisme est à la fois un « garde-blanc » au service de la bourgeoisie et un mouvement de gauche démocratique et tendancielle social-démocrate, Il n'y a là nulle contradiction pour Bordiga, qui, obnubilé probablement par l'exemple de Noske et du S.P.D. n'abandonnera jamais cette analyse. Tant qu'il sera dirigeant du P.C.I., Bordiga pratiquera donc la politique du pire, se réjouissant ouvertement de chaque victoire sur le P.S.I. et les partis démocratiques. Après 1923, il s'opposera à la direction Gramsci en critiquant le moindre geste qui pourrait laisser croire à une possibilité d'entente entre socialistes et communistes.

Alors que Bordiga procède par grands traits et identifications sommaires, Gramsci se montre sensible aux contradictions et aux variations que connaît le fascisme. A travers ses analyses, il est possible de suivre assez précisément l'évolution du mouvement, qui a selon Gramsci une dynamique propre, celle d'un mouvement de déclassés, d'aventuriers, de criminels, qui le conduit tout droit au coup d'État. Il estime en effet qu' « au pays de Polichinelle » il n'y a jamais eu de véritable pouvoir parlementaire :

« Au pays de Polichinelle, les autocrates se multiplient par génération spontanée : la tribu des secrétaires et des sous-secrétaires d'État est une pépinière de pouvoirs autocratiques, dont chacun opère pour son propre compte, fait, défait, amoncelle et détruit la richesse nationale (...). Chacun des « serviteurs » du pouvoir exécutif a transformé la sphère de son action en une satrapie qui échappe aux lois générales, en un État dans l'État, où l'abus et le passe-droit constituent l'activité quotidienne qui emporte et dissout les traditions, la sûreté, les intérêts dits légitimes, les hiérarchies sentimentales et autoritaires, les rapports sociaux »¹⁹.

¹⁸ Rapport de Bordiga au IV^e Congrès de l'I.C., dans *Communisme et fascisme*, op.cit., p.88.

¹⁹ A. GRAMSCI, « Écrits de Polichinelle », *L'Avanti!*, 30/01/1919, *Écrits Politiques*, Gallimard, Paris, 1974, tome I, p.218.

Il n'est donc pas question que le fascisme « intègre » l'État libéral, comme l'affirmait Bordiga, car l'État a été « corrompu jusqu'à la moelle » par la petite bourgeoisie, dont Gramsci souligne d'emblée le rôle dans la montée du fascisme. Le fascisme a sa dynamique propre, celle d'un mouvement qui ne se contentera pas d'être un simple instrument de l'État, mais qui veut devenir l'État.

Au moment du pacte de pacification, Gramsci précise les composantes sociales du fascisme, mais exagère l'opposition du fascisme urbain et du fascisme rural. En 1924 il distingue d'un côté le fascisme, de l'autre les forces traditionnelles de l'État (les banques, l'état-major, la confédération de l'industrie), qui ne se laissent pas occuper. En 1926, Gramsci insiste à nouveau sur les divisions du fascisme et distingue deux contradictions « objectives » au sein du mouvement : la première oppose les propriétaires fonciers aux industriels, la seconde, la plus importante, la petite bourgeoisie au capitalisme²⁰.

La crise politique provoquée par l'assassinat de Matteotti est interprétée par Gramsci comme une manifestation de la crise économique de la petite bourgeoisie. Jusqu'à l'automne 1924, il s'attend à une victoire des oppositions sur le fascisme, dans le sens d'une décomposition interne de ce dernier, à la disparition progressive du fascisme et des « forces réelles de l'État » (l'armée, la police, la magistrature, la Cour, etc.), c'est-à-dire à un phénomène inverse de celui qui a abouti à la marche sur Rome²¹. De la défaite de l'Aventin, en novembre 1924, Gramsci ne conclut pas à la victoire du fascisme mais à une solution de compromis, jugée improbable quelques mois plus tôt.

L'opposition est alors qualifiée de semi-fasciste et la situation italienne passe d'une alternative fascisme-démocratie à l'alternative fascisme-insurrection prolétarienne, rejoignant « in fine » le point de vue de Bordiga.

Le fascisme apparaît donc, pour Gramsci, tantôt comme un mouvement uni par sa dynamique, tantôt comme un mouvement divisé et condamné à l'échec. Dans les thèses de Lyon il apparaît, plus ou moins explicitement, comme le contre-coup du développement rapide du capitalisme moderne après guerre dans une société retardataire, et c'est pourquoi Gramsci insiste sur le rôle des propriétaires fonciers²².

²⁰ Rapport au Comité Central du P.C.I. des 2-3 août 1926, *Écrits Politiques*, tome III, cit., pp.258-59.

²¹ Rapport de Gramsci au C.C. du P.C.I. du 13/14 août 1924, cit., *Écrits Politiques*, tome III, cit., p.136.

²² « Thèses de Lyon », dans M.A. MACCIOCCHI, *op.cit.*, pp.347 et suiv.

En 1926, Gramsci qualifie le fascisme de « vieillerie »; or pourquoi se soucier d'une vieillerie ?

Le lien entre les analyses de Gramsci et la politique suivie par le P.C.I. de 1924 à 1926 (front uni par le bas, participation très brève à l'Aventin, lutte sur deux fronts) est net. Il est plausible qu'après le mouvement d'opposition suscité par l'assassinat de Matteotti les communistes aient cru, comme tout le monde, à la désagrégation rapide du fascisme. On s'explique mal toutefois que Gramsci se soit attendu en 1925 et 1926 à un compromis entre le fascisme et l'opposition démocratique. Peut-être faut-il incriminer ici les thèses du Ve Congrès Mondial, qui qualifient la social-démocratie d'aile gauche du fascisme et prédisent une ère « démocraticopacifiste ».

Nous pensons qu'il serait simpliste de se borner à une telle « explication » et qu'il faut au contraire étudier de plus près le contexte du changement à la tête du P.C.I. et les problèmes auxquels Gramsci se trouve confronté en 1924/26.

Les divergences s'aggravent entre Bordiga et l'Exécutif de l'Internationale après le IIIe Congrès Mondial ; le nouveau mot d'ordre « aller aux masses » est aux antipodes de la politique sectaire de Bordiga. Le désaccord est général, il touche la doctrine, la conception du parti, le problème de la tactique en général et de la tactique du front unique en particulier, les questions très concrètes, concernant la lutte contre le fascisme.

L'insuccès de sa politique et surtout l'opiniâtreté de Bordiga à la poursuivre malgré les avis contraires de l'exécutif de l'Internationale (qui, selon les statuts, doivent faire autorité), suffisent à expliquer la rupture en juin 1923 et la formation d'une nouvelle direction.

En 1923/24 une nouvelle direction communiste se constitue, avec beaucoup de difficultés, autour d'Antonio Gramsci et s'efforce de reconstruire un parti communiste très affaibli par le fascisme, grâce à de nouvelles orientations politiques et une amélioration des relations avec l'Internationale.

Les modalités particulières de la scission de Livourne, qui s'est effectuée très à gauche, expliquent pour une large part que la direction qui succède à Bordiga s'organise autour de Gramsci et non de Tasca, marginalisé à droite et du coup le seul intéressé à un rapprochement avec les socialistes et à la fusion avec leur aile gauche. Cependant, une deuxième série d'événements va permettre aux trois fractions du P.C.I. : la gauche bordigienne, le centre de Gramsci et la droite de Tasca, d'arbitrer leur jeu sur la scène nationale derrière les rôles qu'offre la crise de la direction

bolchevique de l'Internationale, après le fiasco de l'« octobre allemand » et la disparition de Lénine.

La première campagne contre Trotsky devient une nouvelle source de conflit entre Zinoviev et Bordiga, et permet à la direction Gramsci, pourtant hésitante dans son soutien à la Troïka, de voir confirmer son autorité. Mais la défaite de Bordiga n'entraîne pas un changement aussi radical que l'on pourrait croire dans la politique du P.C.I. contre le fascisme.

Sous la direction de Gramsci nous assistons en effet à un changement très net de l'orientation politique du P.C.I., sans qu'il y ait pour autant rupture avec le passé et les conceptions ordiovistes de 1919/21, ni même, en partie du moins, avec la période de la direction Bordiga.

Dès la fin de la conférence de Côme, Gramsci pose les principes de la politique que le P.C.I. suivra sous sa direction : le parti ne reviendra pas sur les résultats de Livourne, mais il faudra dépasser les Thèses de Rome et résoudre le problème des rapports avec l'Internationale Communiste²³.

Or l'entrée en fonction de la direction Gramsci est contemporaine du Ve congrès de l'Internationale Communiste ; dans les thèses officielles, le front unique et surtout le gouvernement ouvrier passent à l'arrière-plan, tandis que la social-démocratie est qualifiée d'aile gauche du fascisme. En Italie, l'exécutif de l'I.C. continue d'appuyer les thèses de la droite du P.C.I. (Tasca) et de demander l'union du P.C.I. et du P.S.I.

La direction Gramsci est très loin en effet d'une « ligne de bloc antifasciste » que certains ont voulu voir dans le congrès de Lyon²⁴. Certes, l'effort inlassable d'analyse et d'éducation entrepris par Gramsci est en étroite relation avec la volonté de tisser des liens entre la poignée d'idéologues révolutionnaires qui constitue la direction du P.C.I. et les grandes masses ouvrières et paysannes de l'Italie. Pour la première fois le P.C.I. élabore une véritable tactique politique, mais celle-ci est dirigée tout autant contre l'Aventin que contre le fascisme.

La volonté du P.C.I. de mener une politique autonome le conduit à lutter contre la « concentration républicaine », dont l'orientation anti-fasciste ne peut guère être suspectée. Ce choix politique, qui rappelle celui de Bordiga, ne repose pas, à notre avis, sur une erreur d'analyse concernant la nature du fascisme. Gramsci se garde des identifications sommaires de Bordiga entre fascisme et démocratie comme des amalgames opérés parfois par l'Internationale Communiste. Il analyse soigneusement les différentes

²³ Antonio GRAMSCI, « Premessa », *Lo Stato Operaio*, 5/06/1924, cf. *Écrits Politiques*, tome III, *op.cit.*, pp.115-119.

²⁴ *Gramsci dans le texte*, Éditions Sociales, Paris, 1975, p.731.

composantes du fascisme, dont il surestime, il est vrai, les contradictions et distingue les différentes tendances qui agitent la bourgeoisie.

Pour Gramsci, le fascisme prend place dans une succession de compromis politiques : entre la classe industrielle, les grands propriétaires et la petite-bourgeoisie, qui affectent la société et l'État italien. Comme Bordiga, Gramsci reconnaît au fascisme surtout des traits spécifiques au niveau de l'organisation.

Ces analyses montrent bien que les préoccupations de Gramsci sont d'ordre stratégique, et qu'à ce niveau il partage les mêmes options révolutionnaires que Bordiga, qui ont conduit en 1921 à la création du P.C.I., et qui lui dictent sa politique autonome en 1925 et 1926.

C'est dans une conjoncture tout à fait différente de celle de 1919-20 que Gramsci s'efforce de susciter à la base des organismes groupant communistes et non-communistes. Mais, à la différence des Conseils d'usine, les comités ouvriers et paysans, tout comme les comités d'agitation qui en sont l'ébauche, sont créés « par le haut » et surtout ils sont cette fois clairement subordonnés au Parti et aux syndicats, conformément à la doctrine de l'Internationale Communiste.

Cette politique rencontre un certain succès. Les effectifs du parti connaissent un net rétablissement en 1925, mais il perd à nouveau près de 10000 adhérents en 1926. Toutefois, si l'on compare ces résultats à l'effondrement des syndicats, à la disparition des partis démocratiques et au laminage du P.S.I., on s'aperçoit que le P.C.I. est la force qui résiste le mieux au fascisme. Dans cette perspective, la critique la plus importante que l'on puisse adresser à la direction Gramsci est de s'être laissée surprendre par le coup de filet de novembre 1926, pourtant clairement prévisible. Nous ne pensons pas qu'il s'agisse d'un événement contingent. La sous-estimation par Gramsci du danger qui le menace montre qu'il n'a pas pleinement compris le caractère extra-ordinaire du régime fasciste, qu'il confond encore, au moins partiellement, avec une simple aggravation du caractère autoritaire de l'État italien. Absorbée par ses projets révolutionnaires à long terme, la direction est prise de court par le durcissement du régime à la fin de 1926. Décapitée par les arrestations, elle est également brisée politiquement avec la victoire de Staline sur l'opposition unifiée, qui entraîne la rupture entre Togliatti et Gramsci.

La direction Gramsci commet donc la même « erreur » que la direction Bordiga, à savoir considérer le fascisme comme un simple épisode précédant la constitution d'un gouvernement de « gauche », dans le cadre de la « démocratie bourgeoise ».

Le P.C.I. survivra à l'épreuve, mais sans son principal dirigeant. Une nouvelle fois, il ne restera plus à l'Internationale qu'à réorganiser le P.C.I. par le haut.

La ligne politique suivie par Gramsci a permis, sur le fond, d'aplanir les difficultés entre le P.C.I. et l'Internationale Communiste. Mais la nouvelle direction a dû également, ce qui n'était pas prévu, prendre position, et d'une manière quelque peu forcée, sur les conflits qui agitent la direction du parti communiste russe²⁵.

Les dissensions au sein du P.C.U.S. causent une vive émotion au sein du parti communiste italien, où Trotsky semble bénéficier, comme il est naturel, d'un large courant de sympathie. Gramsci lui-même semble partager les craintes de Trotsky sur l'avenir du Parti Communiste d'Union Soviétique. Mais ne pas prendre position contre Trotsky, c'est ouvrir à nouveau un conflit avec la direction de l'Internationale, d'autant plus dangereux que Bordiga se trouve à la tête des partisans de Trotsky au sein du parti italien. La nouvelle direction, encore fragile et minoritaire, craint d'être détrônée par la droite de Tasca, qui soutient Zinoviev. Ainsi, alors qu'un redressement de la situation des communistes est en cours après l'assassinat de Matteotti, la direction semble jouer son existence. Elle choisit de soutenir la Troïka, contre Trotsky et de continuer de s'appuyer sur l'Exécutif de l'Internationale pour renforcer son autorité au sein du P.C.I.

La « question Bordiga » se confond alors avec la « question Trotsky » en Italie, avec l'accord tacite de tous les protagonistes. La direction Gramsci est assurée de se maintenir en place, en protestant de son orthodoxie, mais en menant en réalité sa propre politique en Italie. Bordiga, en soutenant sincèrement Trotsky, donne un second souffle à son personnage politique quelque peu compromis par son insuccès politique à la tête du P.C.I. Togliatti joue un rôle très actif dans toute l'affaire. C'est lui qui informe au début de 1925 le Komintern de l'existence d'un courant favorable à Trotsky au sein du P.C.I. et qui suggère qu'il est encouragé par Bordiga²⁶. Dès cette époque il semble partisan acharné de l'élimination de Bordiga des organes dirigeants, contrairement à Gramsci. Lors de la réunion de l'exécutif

²⁵ Le passage de la direction Bordiga à la direction Gramsci, au congrès de Côme en avril 1924, est contemporain du premier conflit qui oppose Trotsky à Staline, alors allié de Zinoviev et Kamenev, bien qu'on ne puisse pas établir de relation entre les deux. La nouvelle direction va cependant nécessairement participer à la « bolchevisation ». Au moment du Ve Congrès Mondial, Gramsci s'efforce prudemment de rester sur la réserve, tandis que Tasca prend parti pour Zinoviev et que Bordiga commence à soutenir vigoureusement Trotsky. Mais lors de la campagne de l'hiver 1924/25 contre Trotsky, la direction du P.C.I., bon gré mal gré, est obligée de prendre position.

²⁶ Lettre de Ercoli (Palmiro Togliatti) au secrétariat de Komintern, 15/02/1925, A.P. C, 1925, 296/16-17.

élargi de mars 1925, Bordiga est « exécuté » par les représentants de la direction italienne au nom de la lutte contre le trotskisme. Le conflit entre Zinoviev et Staline réduit à néant les tentatives modératrices de Gramsci. Au début de 1926 Togliatti tire argument de la nouvelle crise du groupe dirigeant soviétique pour poursuivre son offensive contre Bordiga, et l'écarte à son profit des instances dirigeantes de l'Internationale. Désormais il occupe depuis Moscou une position stratégique; en contrepartie, l'alignement de la direction du P.C.I. sur la fraction Staline-Boukharine est total au VI^e Plénum.

La crise prend une ampleur jamais atteinte auparavant avec la constitution de l'opposition unifiée et Gramsci ne peut taire ses inquiétudes. Zinoviev, le président de l'Internationale, qui est son soutien, est clairement menacé. En outre Gramsci, s'il juge ne pas partager les analyses de Trotsky sur la situation en Europe, le rejoint dans ses craintes sur le fonctionnement du parti communiste soviétique et de l'Internationale²⁷. A Moscou Togliatti passe outre, et signe pour l'Italie la déclaration de l'exécutif de l'Internationale demandant le départ de Zinoviev. L'arrestation de Gramsci et de la plupart des membres de la direction du P.C.I. le laisse maître du jeu.

Gramsci avait-il abandonné sa recherche de nouvelles formes démocratiques en participant à la création du P.C.I. et en devenant, après 1923, son premier dirigeant ?

Sa nomination par l'Internationale, le rôle assumé dans la lutte contre le « Comité d'entente », la polémique engagée par ailleurs contre l'opposition démocratique au fascisme, et notamment contre la concentration républicaine, laisseraient croire au premier examen à un Gramsci « zinovieviste » que nous aurait caché la légende tissée par Togliatti. Une telle lecture n'est pas dépourvue d'intérêt, mais ne permet pas d'expliquer les particularités de la politique du P.C.I. entre 1924 et 1926. Celle-ci reste impossible à analyser à moins d'admettre qu'elle est le résultat de plusieurs orientations politiques distinctes, qui se superposent : celle de Bordiga, qui persiste encore largement, celle du front unique imposée par l'Internationale,

²⁷ Voir la correspondance d'octobre 1926 entre Gramsci et Togliatti publiée en annexe de la première édition du livre de M.A. MACCIOCCHI, *Pour Gramsci*, op.cit., et notamment la lettre de Gramsci au Comité Central du Parti Communiste Soviétique, dont nous citons le passage qui critique la manière dont sont réglés les conflits au sein du P.C.U.S. et de l'Internationale (et l'on retrouve le désaccord qui l'oppose à Togliatti au sujet de Bordiga) : « (..) *L'unité et la discipline ne sauraient être appliquées de façon mécanique et autoritaire, elles doivent être l'expression d'un consentement sincère, non celle d'un groupe adverse prisonnier ou assiégé, qui ne rêve que d'évasion et de fuite par surprise (..) nous voulons être sûrs que la majorité du comité central du parti communiste de l'U.R.S.S. ne cherche pas à remporter une victoire écrasante dans cette lutte et n'est pas disposée à recourir aux mesures extrêmes* ».

qui subsiste au moins au niveau des rapports entre le P.C.I. et l'aile gauche du P.S.I., celle du Ve Congrès et de la bolchevisation, et enfin celle qui résulterait des efforts de Gramsci.

La politique de l'Internationale après le Ve Congrès n'est souvent qu'une coquille vide à l'intérieur de laquelle Gramsci modèle sa propre politique. Gramsci, qui fera du parti « l'intellectuel collectif » du prolétariat et aboutira à une conception pédagogique du parti comme « éducateur-éduqué »²⁸, consacre d'abord ses efforts à développer la vie du parti et à resserrer les liens avec les couches sociales dont il se réclame. Ses analyses sur les intellectuels, la question méridionale ou le Vatican l'éloignent de la vulgate de l'Internationale comme ses tentatives de créer des organisations à la base dépassant le cadre du parti ou du syndicat sans en être les satellites. Quant aux thèses que développe Gramsci au congrès de Lyon sur le rôle national du prolétariat italien, elles ne doivent rien à l'Internationale et constituent plutôt, vis-à-vis de la doctrine, une hérésie. La bolchevisation elle-même ne semble pas avoir le même sens en Italie qu'à Moscou - lorsque l'exécutif demande la réorganisation sur la base des cellules d'usine, la direction pense d'abord aux Conseils d'usine. La bataille entre la direction Gramsci et le « Comité d'entente », menée au nom de la lutte contre Trotsky et le « fractionnisme », sert également à régler les divergences idéologiques entre Gramsci et Bordiga. Gramsci n'est en désaccord avec Trotsky qu'en ce qui concerne l'appréciation générale et non pas sur la question du parti²⁹.

Le sort politique de Gramsci est cependant lié à l'Internationale Communiste. Or, après le Ve Congrès, il ne s'agit plus de tendances à la centralisation plus ou moins contrariées et plus ou moins efficaces, mais d'une volonté explicite de rendre l'Internationale monolithique: celle-ci n'est plus qu'un enjeu dans la lutte qui oppose Staline à l'opposition unifiée.

²⁸ Gramsci écrira à propos de l'éducation de ses enfants : « *Je reste hésitant entre les deux conceptions du monde et de l'éducation : faut-il être rousseauiste et laisser faire la nature qui ne se trompe jamais et est fondamentalement bonne ou faut-il être volontariste et forcer la nature en introduisant dans son évolution la main experte de l'homme et le principe d'autorité. Jusqu'ici je ne suis pas sorti de cette incertitude et les deux idéologies se disputent dans mon esprit* », Antonio GRAMSCI, *Lettres de Prison*, Gallimard, Paris, 1971, p.191. Gramsci semble connaître les mêmes doutes en ce qui concerne le parti et l'organisation révolutionnaire.

²⁹ Sur le fond, il ne fait aucun doute que Gramsci est loin de partager les positions de l'opposition unifiée, notamment en ce qui concerne l'analyse de la situation internationale et la tactique. Il semble que Gramsci partage alors le point de vue de Boukharine, qui prête à Trotsky la volonté de poursuivre, dans des circonstances défavorables, une politique offensive, *Gramsci dans le texte*, op.cit., p.592.

Le projet révolutionnaire de Gramsci achoppe sur la transformation totalitaire du fascisme et du bolchevisme³⁰. Il ne serait possible de parler de coïncidence que si les deux mouvements n'avaient aucun point commun, ce qui est loin d'être le cas. Le fascisme tire en partie ses origines de l'aile révolutionnaire du P.S.I. avant-guerre, dont Mussolini était le dirigeant, et du syndicalisme révolutionnaire. Mussolini entretient longtemps des rapports ambigus et incertains avec les socialistes italiens (jusqu'à la dénonciation du pacte de pacification) et les dirigeants de la C.G.I.L. (bien après encore). D'ailleurs Mussolini n'hésite nullement à se proclamer révolutionnaire³¹ et s'inspire souvent des méthodes d'organisation, d'agitation et de propagande du mouvement socialiste ou du parti bolchevique³².

Partageant ainsi en partie les mêmes origines politiques, utilisant parfois des méthodes semblables et soucieux tous deux d'une organisation de type militaire, le P.C.I. et le mouvement fasciste ne sont pas seulement ennemis, ils sont également rivaux dans leur tentative de renverser l'État libéral. Fascisme et bolchevisme conduisent tous deux, en cas de victoire, à la mise en place d'une nouvelle couche dirigeante et au renforcement de l'emprise de l'État sur la société civile : de manière explicite dans le fascisme, mais parfaitement contraire à la doctrine marxiste dans le bolchevisme. Nous pourrions formuler l'hypothèse que le fascisme est, pour une part, le refoulé du bolchevisme³³. Comment expliquer autrement ce curieux dialogue entre Gramsci, Mussolini et Rossoni (l'un des inventeurs du « socialisme national »), lors du discours de Gramsci au Parlement, le 16 mai 1925, concernant la loi sur les associations secrètes, dirigée contre la francmaçonnerie. Gramsci est écouté avec un intérêt certain, et Mussolini

³⁰ Si bien que lorsque Gramsci écrit dans les *Cahiers de prison* qu'un parti peut dégénérer en *organe de police*, on ne peut savoir avec certitude s'il parle du parti national fasciste ou de l'Internationale Communiste, *Gramsci dans le texte*, op.cit., pp.462-463.

³¹ Mussolini n'a jamais caché une certaine admiration pour le pouvoir bolchevik et très vite la Russie soviétique entretiendra de bonnes relations avec l'Italie fasciste. Ce goût commun pour la prise de pouvoir éclaire également le cas de nombreux transfuges des courants révolutionnaires du socialisme italien, y compris parfois le P.C.I.

³² Rappelons que Gramsci qualifie en 1921 la petite bourgeoisie fasciste de « peuple des singes ».

³³ Ce que l'Internationale méconnaît le plus sûrement dans le fascisme, c'est, rappelons-le, l'autonomie du mouvement par rapport à la « grande bourgeoisie », c'est-à-dire la création d'une couche politiquement dirigeante agissant pour son propre compte. Gramsci, selon nous, en parlant explicitement de la formation d'un nouvel État, en définissant les intellectuels par leurs fonctions de direction et de commandement et en voulant faire du parti communiste l'intellectuel collectif du prolétariat mais aussi « le nouveau Prince », pose explicitement le problème de l'apparition d'une couche dirigeante et des liens qu'elle doit entretenir avec les couches sociales dont elle se réclame. C'est là son originalité.

l'accule à reconnaître que bolcheviks et fascistes usent des mêmes méthodes :

« Gramsci : (...) Nous sommes certains de représenter la majorité de la population, de représenter les intérêts essentiels de la majorité du peuple italien : c'est pourquoi la violence prolétarienne est progressiste et ne peut être systématique. Votre violence est systématique et systématiquement arbitraire parce que vous représentez une minorité destinée à disparaître (...) Il est fort probable que nous nous trouverons nous aussi forcés d'employer les mêmes procédés que vous, mais à titre transitoire, occasionnellement (bruits, protestations), c'est certain, à adopter vos propres méthodes, avec cette différence, que vous représentez la minorité de la population, tandis que nous, nous représentons la majorité (protestations, bruits) ».

Ce qui unit et ce qui sépare fascisme et bolchevisme, du point de vue de leurs discours respectifs, apparaît alors :

« Gramsci : (...) En réalité, le fascisme lutte contre la seule force efficacement organisée que la bourgeoisie ait eu en Italie (la franc-maçonnerie), pour la supplanter dans les postes que l'État confie à ses fonctionnaires. La révolution fasciste n'est que la substitution d'un personnel administratif à un autre.

Mussolini : D'une classe à une autre comme cela s'est passé en Russie, comme cela se passe dans toute révolution, comme nous le ferons méthodiquement ! (approbation).

Gramsci : Il n'est de révolution que celle qui s'appuie sur une classe nouvelle. Le fascisme ne s'appuie sur aucune classe qui n'ait déjà été au pouvoir... »³⁴.

Gramsci avait souhaité normaliser les rapports avec l'Internationale pour renforcer le parti communiste italien et sans doute mieux assurer ensuite son indépendance.

Les arrestations de novembre 1926 réduisent à néant les ultimes possibilités en la matière. Double échec donc pour Gramsci. Pouvait-il en être autrement dans la terrible conjoncture 1924/26 ? Presque autant que la crise du groupe dirigeant russe, les données de la situation italienne échappent à la volonté de Gramsci. Dans ce jeu où le fascisme tire sa force du caractère velléitaire des oppositions démocratiques, le P.C.I. compte peu.

³⁴ A. GRAMSCI, « La loi sur les associations secrètes », *Écrits Politiques*, tome III, op.cit., pp.171-173.

L'erreur de Gramsci est sans doute d'avoir sous-estimé le fascisme et voulu garder au premier plan les ambitions révolutionnaires du parti, au lieu de mieux assurer son avenir immédiat.

Togliatti réalisera le grand dessein de Gramsci après la chute du fascisme : un parti communiste puissant, capable de prendre ses distances avec Moscou, en proposant une politique adaptée à la situation italienne. Mais il ne lui a pas gardé son caractère révolutionnaire.

Daniela RECHENMANN